

Unité départementale de la DREAL de la Vendée
(NOUVELLE ADRESSE pour vos correspondances)
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 LA ROCHE SUR YON
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.22.528
Réf. Préf. : Affaire n° - / Dossier n°-
n° IOTA/GUN : 0006303035

La Roche sur Yon, le 12 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES KLEBER MOREAU SA

Beauregard

85700 LA MEILLERAIE TILLAY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement CARRIERES KLEBER MOREAU SA implanté Beauregard 85700 LA MEILLERAIE TILLAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES KLEBER MOREAU SA
- Beauregard 85700 LA MEILLERAIE TILLAY
- Code AIOT : 0006303035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Meilleraie est autorisée par arrêté préfectoral du 1er février 2013 pour 30 ans à exploiter une carrière et des installations de traitement de matériaux au lieu-dit La Motte. Le gisement exploité est une roche massive (microdiorite).

Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :

- suivi environnemental,
- action nationale 2022 : Plan de gestion des déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article '16bis	/	Sans objet
2	Tonalité marquée	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Registre déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des pollutions (poussières)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	/	Sans objet
4	Limites de l'autorisation (quantités extraites)	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.2.2	/	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.3.4	/	Sans objet
6	Enquête annuelle (GEREP)	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.6	/	Sans objet
7	Déchets (généralité) et déchets de tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.3	/	Sans objet
8	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.3	/	Sans objet
9	Surveillance des vibrations (tirs de mines)	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 6.6.5.2	/	Sans objet
10	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de gestion des déchets d'extraction doit être complété ainsi que l'étude de bruit ("tonalité marquée").

Le suivi transmis (bruit, poussières, vibrations) n'indique pas de dérive par rapport aux valeurs limites prescrites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article '16bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats : Cf observations pour la précision de certains termes/prescriptions.

Le plan transmis identifie les déchets suivants :

- terre végétale dont la quantité spécifique est inconnue,
- stérils de pré-minage [01 01 02] dont la quantité spécifique est inconnue,
- boues issues du lavage des matériaux [01 04 12] dont la quantité spécifique est inconnue,

Les quantités globales des zones de stockage sont indiquées mais la distinction des quantités entre déchets, n'est pas réalisée.

Les boues issues des bassins de décantation avant rejet des eaux de la carrière ne sont pas prises en compte (caractérisation, quantité, devenir, stabilité,...). La caractérisation, les quantités, la stabilité, ... devront également être développés pour ces stockages dans le PGD modifié postérieurement à la visite.

Les zones de stockage temporaire (< 3ans) (exemple : égouttage des boues) et les merlons doivent également figurer dans le plan de gestion.

Le PGD prévoit également que les éléments relatifs au stockage de type A (cf Arrêté du 19/04/2010 - NOR : DEVP1010260A) issus de l'étude de danger du site soit repris. Le cas échéant, le non classement du site en tant que "stockage de catégorie A" doit être clairement explicité.

Les matériaux contenant de l'amiante naturelle [01 03 05*] ont pour leur part fait l'objet d'un recouvrement par des déchets inertes conformément à l'arrêté préfectoral du 09/11/2015.

Observations :

Le Ministère a précisé les éléments suivants depuis le début de cette action nationale 2022 :

Définitions

L'existence sur un site de carrière d'une installation de gestion de déchets est attestée à partir du moment où existent les zones de stockage définies par l'article 1 de l'AM du 22 septembre 1994 :

Zones choisies pour déposer des déchets d'extraction inertes solides ou liquides, en solution ou suspension sous les conditions suivantes :

- Durée supérieure à trois ans,
- Existence d'une digue, structures de retenues, de confinement ou tout autre structure utile

Ces zones peuvent aussi comprendre les terrils, les verses et les bassins.

<p>Doivent être inclus dans les zones de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les merlons, pourvus ou non d'une structure de retenue : cela concerne donc en particulier les merlons « paysagers », merlons de ceinture... - les déchets destinés au remblayage mais stockés de façon temporaire <p>Sont exclues des dispositions applicables aux zones de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets replacés dans des trous d'excavation ou stockés de manière définitive (ne devant pas être déplacés) à des fins de remise en état ; - les déchets utilisés à des fins de construction (pistes, voies de circulation...) hors merlons (demande explicite du Ministère). <p>Les dispositions applicables aux zones de stockage sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones de stockage sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. - L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. - L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes. <p>En l'absence d'installation de gestion de déchets au sens précédemment défini, les dispositions ci-dessus sont « sans objet » mais le plan de gestion doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets produits, une estimation des quantités stockées (même sous des formes ne correspondant pas à la définition d'une installation de gestion de déchets) - le lieu d'implantation (même sous des formes ne correspondant pas à la définition d'une installation de gestion de déchets) - La description de l'exploitation produisant ces déchets et les traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis - La description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets <p>Cas des déchets traités par des installations de traitement hors du périmètre de la carrière et qui reviennent sur la carrière pour utilisation : Ils doivent être inclus au plan de gestion des déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Tonalité marquée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Tonalité marquée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.</p>
<p>Constats : Les résultats du suivi présentés ne présentent pas l'absence ou la présence de tonalité marquée d'une durée supérieure à 30% de la durée de fonctionnement.</p> <p>Une non-conformité est relevée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions (poussières)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences</p>

réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats : Les résultats du suivi présenté (second semestre 2021) indiquent des valeurs inférieures à la valeur susmentionnée pour les jauges de type b (124 mg/m²/mois - La Grange). Le suivi reste semestriel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Limites de l'autorisation (quantités extraites)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Production

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée. Son dépassement dans la limite de la capacité maximale autorisée de 2 000 000 t/an de matériaux commercialisés reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée.

Constats : La quantité déclarée dans GEREP est conforme aux quantités prescrites (donnée confidentielle).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Renouvellement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au préfet le document qui établit le renouvellement des garanties financières actualisé en fonction de l'indice TPO1 et de la TVA au moins 6 mois avant leur échéance. Cette transmission est accompagnée d'un bilan relatif à l'état d'avancement de la remise en état (travaux réalisés ou prévus concernant la phase en achèvement et prévisions pour la phase à venir).

Constats : Les garanties financières ont été renouvelées pour la prochaine phase (2023-2028) et sont valables jusqu'à fin janvier 2028. L'exploitant respecte donc cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Enquête annuelle (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.6

Thème(s) : Risques chroniques, GEREP

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente en complétant le questionnaire édité par l'inspection des installations classées. Un défaut de réponse est interprété comme une absence d'exploitation.

Constats : L'exploitant a procédé à la déclaration GEREP 2022 (pour l'année 2021). L'exploitant respecte donc cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets (généralité) et déchets de tirs de mines (sensibilisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets (généralité)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et produits polluants résultant de l'exploitation sont valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a été sensibilisé à la gestion des déchets issus des tirs de mines. Seuls peuvent être brûlés les déchets souillés intransportables (attestation du prestataire de non reprise). La plaquette réalisée par la DREAL Pays-de-la-Loire (octobre 2022) relative aux tirs de mines en carrière est jointe à l'envoi. Le présent point de contrôle est une sensibilisation, aucun tir de mines n'étant en cours de réalisation sur le site lors de la visite, il ne s'agit pas d'un pont de contrôle à proprement parlé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m. Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée de réaliser ces mesures, l'évaluation du niveau d'émergence se fait par une simulation calculée à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée. Les résultats de ces mesures sont comparés aux valeurs de l'approche théorique présentées dans le dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises, l'exploitant les commente et justifie les mesures correctives retenues pour respecter les valeurs limites ci-dessus.
Constats : Les résultats du suivi présentés pour 2022 par l'exploitant indiquent le respect des valeurs limites d'émission en périphérie de site et en zone à émergences réglementées. L'exploitant respecte donc cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des vibrations (tirs de mines)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 6.6.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque tir de mines en grande masse donne lieu à la mesure des vibrations émises au moyen d'au moins d'un analyseur équipé d'un dispositif d'enregistrement qui permet de mesurer les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence ainsi que la mesure de la pression

acoustique en dB ou en Pa. Il est positionné en priorité au plus près des habitations de tiers, sous réserve de l'accord des propriétaires. À défaut, l'exploitant choisit un endroit représentatif et aménagé pour ce contrôle.

Constats : Le tableau de suivi présenté pour l'année 2021 (16 tirs de février à décembre 2021 - prise de mesure au lieu-dit : Le Vallereau) indique le respect des valeurs limites de vibrations prescrite à l'article 6.6.5.2 de l'arrêté. L'exploitant respecte donc cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1

Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.

Constats : L'exploitant a indiqué que des groupes de travail sont en cours à l'échelle du groupe sur cette thématique.

Il n'y a actuellement pas de registre spécifique pour les terres excavées.

L'action de l'inspection est cette année dédiée à la sensibilisation des exploitants sur ce point (et non au contrôle au sens strict de ces registres et leur composition).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Registre déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Il ressort de l'étude du contenu du registre présenté par l'exploitant (pour octobre 2022) qu'il ne comporte pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le SIRET du transporteur, - le code déchet relatif au traitement réalisé sur site.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>